

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Exposé des motifs

L'élaboration du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » s'inscrit dans la planification d'urgence d'accueil massif de demandeurs de protection internationale dont la coordination a été confiée au Haut-Commissariat à la Protection Nationale (HCPN) par le Gouvernement en conseil en date du 24 juillet 2015 sur demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. Les plans d'occupation du sol sont destinés à désigner les terrains nécessaires à l'établissement de centres de primo-accueil moyen terme.

1. Considérations générales

La crise au Moyen-Orient et en particulier les guerres civiles en Irak et en Syrie ont généré d'importants flux de migrants en direction de l'Europe.

Le Luxembourg figure parmi les Etats signataires de la « Convention relative au statut des réfugiés » signée en date du 28 juillet 1951.

Ainsi, au Luxembourg, le mandat pour la planification d'urgence d'accueil massif de DPI a été confié au HCPN qui effectue ces travaux ensemble avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et en coopération étroite avec une multitude d'acteurs publics et privés.

Dans sa séance du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a approuvé le concept pour la première phase d'urgence élaboré par le HCPN en collaboration avec l'OLAI.

Dans ce cadre, deux catégories de centres de primo-accueil (CPA) ont été créés ou sont en cours de création :

- Des CPA court terme à installer et à activer dans un laps de temps assez court);
- Des CPA moyen terme dont la mise en service pourrait se faire à partir de mi-2016 (villages-conteneurs pour environ 300 DPI par site sur des sites distincts avec une extension projetée jusqu'à 600 lits par site – 4 personnes par conteneur au lieu de 2. Cette extension ne se fera uniquement en cas d'urgence absolue et sur décision du Gouvernement en conseil).

Le HCPN assure la coordination de l'identification, de la mise en place et de l'équipement des CPA ensemble avec notamment l'OLAI, l'Administration des services de secours (ASS) pour le court terme et l'Administration des Bâtiments Publics (ABP) pour le moyen terme.

L'OLAI assure ensemble avec ses partenaires (Croix-Rouge, Caritas, etc.) l'exploitation des CPA et l'encadrement des DPI.

Les CPA moyen terme sont destinés à l'accueil des demandeurs de protection internationale. Une fois qu'elles ont obtenu le statut de bénéficiaires de protection internationale, ces personnes sont réparties sur l'ensemble des communes du pays. Pendant une courte période transitoire au cours de laquelle leur relogement est organisé, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale continuent à résider sur le site.

Dans sa séance du 23 octobre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé de charger le ministre ayant le Développement durable et les Infrastructures dans ses attributions en collaboration avec un groupe de travail de l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol (POS) avec l'objet d'y établir lesdites structures d'accueil sur les territoires des communes de Steinfort, Junglinster, Mamer et Steinfort.

2. Le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » a, comme son nom l'indique, pour objectif de désigner une zone dans laquelle des structures d'accueil provisoires – les centres de primo-accueil moyen terme – peuvent être érigées.

En effet, le plan d'occupation du sol est un instrument prévu par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire qui porte sur l'aménagement d'une aire déterminée, définie à l'échelle cadastrale, en y conférant une affectation précise et détaillée, en interdisant des affectations déterminées ou en soumettant celles-ci à des conditions particulières.

D'après l'art. 19(1) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, le POS déclaré obligatoire modifie de plein droit les plans et projets d'aménagement général et les plans et projets d'aménagement particulier des communes.

La partie écrite de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le POS en question contient des indications quant au mode et au degré d'utilisation du sol ainsi que l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains ou ensembles de terrains qui en font l'objet.

L'obligation internationale justifie la mise en œuvre de l'instrument du POS. En effet, les communes seules ne doivent pas porter la charge administrative et la responsabilité qui découle de cet enjeu national. Dans ce contexte, l'instrument du POS permet une approche nationale.

Par ailleurs, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement impose une évaluation environnementale stratégique à tout plan ou programme élaborés pour les secteurs de l'aménagement du territoire urbain

et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement pourra être autorisée à l'avenir.

Or, l'article 2(3) introduit une dérogation pour les plans et programmes qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local ou des modifications mineures de plans ou programmes existants. Ainsi, il a été décidé de déroger à l'obligation d'élaboration d'une évaluation environnementale stratégique pour le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfors » étant donné que seules de petites zones au niveau local sont concernées. Cette décision a été prise par le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, la ministre de l'Environnement ayant été entendu en son avis.

Toutefois, afin d'écartier tout risque d'incidence sur l'environnement, il a été procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

**Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol
« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés
de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à
Steinfort »**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, et notamment ses articles 12 à 14 ;
Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
Vu la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
Vu l'évaluation des incidences sur l'environnement ;
Vu la décision du Gouvernement en conseil du 23 octobre 2015 concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale ;
Vu la délibération du conseil communal de la commune de Steinfort du ... ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire en date du ... ;
Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ;
Les avis de la Chambre de ... ayant été demandés ;
Vu l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}.

Est déclaré obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort ».

Art. 2.

Les terrains couverts par le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » sont définis sur un document cartographique à l'échelle 1 : 2 500 et intitulé « plan d'ensemble » couvrant une partie du territoire de la commune de Steinfort.

Le document graphique cité ci-dessus constitue la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » et fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 3.

Les terrains définis à l'article 2, couverts par le présent plan d'occupation du sol, sont classés comme zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP) et sont des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

Art. 4.

La zone de bâtiments et d'équipements publics est destinée à l'habitation temporaire de demandeurs de protection internationale, de déboutés de la procédure de protection internationale et de

bénéficiaires d'une protection internationale. Elle peut accueillir tout équipement lié à l'organisation et au bon fonctionnement de la vie communautaire y compris les infrastructures de viabilisation du site.

Art. 5.

La densité de construction ne pourra dépasser un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 0,35 et un coefficient d'utilisation du sol (CUS) maximal de 0,55.

Art. 6.

La distance des infrastructures destinées au séjour de personnes par rapport aux limites de parcelle sera d'un minimum de 5 m. Aucun recul par rapport à la voie publique n'est nécessaire.

La hauteur maximale des infrastructures destinées au séjour est limitée à deux niveaux pleins.

Art. 7. La partie graphique du plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » peut être consultée auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Steinfort.

Seuls les plans originaux font foi. Les plans reproduits ou réduits n'ont qu'un caractère indicatif.

Art. 8.

La mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol.

Art. 9. Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures XXX, le

François Bausch

Henri



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

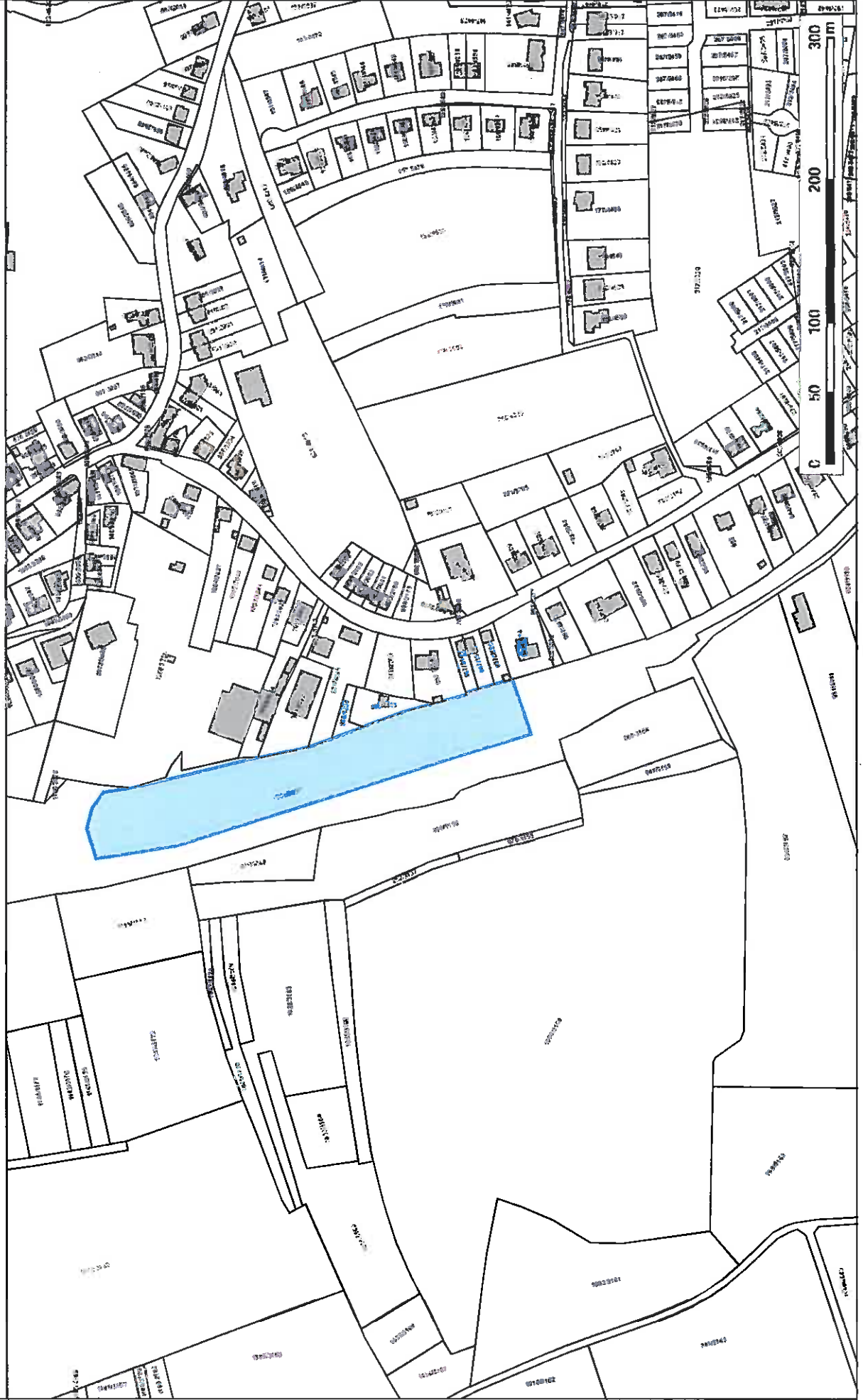
Département de l'aménagement du territoire

Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Plan d'ensemble - Commune de Steinfort

Plan d'ensemble - Extrait du plan-cadastre n° 14/001 de Lusselange - Copie et reproduction autorisées

 Zone de bâtiments nt d'équipements publics (ZBEP)



Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose que le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » est déclaré obligatoire conformément aux exigences légales posées par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

Ad article 2

L'article 2 introduit la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » qui fait partie intégrante du projet de plan.

Ad article 3

L'article 3 définit le mode d'occupation du sol des terrains couverts par le projet de plan d'occupation du sol.

Ad article 4

L'article 4 précise le mode d'occupation du sol.

Ad article 5

Tel que prescrit par l'article 11 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, l'article 5 précise le degré d'utilisation du sol en définissant un plafond pour le coefficient d'occupation du sol (COS) et le coefficient d'utilisation du sol (CUS). Le COS et le CUS sont des applications des coefficients de densité issus du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 6

En définissant le recul par rapport aux limites de parcelle et en limitant la hauteur des infrastructures destinées au séjour, l'article 6 donne des indications concernant l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains concernés.

Ad article 7

L'article 7 précise que la partie graphique du projet de POS – dont seuls les plans originaux font foi et non les reproductions – est consultable auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Steinfort.

Ad article 8

L'article 8 dispose que la mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol, c'est-à-dire que l'établissement préalable d'un plan d'aménagement particulier n'est pas nécessaire.

Ad article 9

Formule exécutoire.

Fiche financière.

Non applicable.

ADMINISTRATION DES BÂTIMENTS PUBLICS



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures



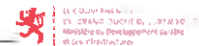
Strategische Umweltprüfung zum POS „Flüchtlingsdorf Steinfort“

Phase 1: Umwelterheblichkeitsprüfung

Oktober 2015



Strategische Umweltprüfung zum POS „Flüchtlingsdorf - Steinfort“ – Phase 1 : Umwelterheblichkeitsprüfung - UEP



Auftraggeber

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration des bâtiments publics

10, rue du Saint Esprit

L – 1475 Luxembourg

Tél. : +352 461919

Fax : +352 461919-555

email: info@abp.public.lu - Internet: www.abp.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Auftragnehmer

Luxplan S.A. - Ingénieurs conseils

B.P. 108

L-8303 Capellen

Tél.: + 352 26 39 0-1

Fax: + 352 30 56 09

Internet : www.luxplan.lu



Projektnummer	20151668	
Betreuung	Name	Datum
Erstellt von	Christoph Sinnewe, Dipl. Geograph	Oktober 2015
Geprüft von	Andreas Wener, Dipl. Geograph	Oktober 2015

R:\2015\20151668_LP_Fluechtlingsdorf_Steinfort_SUP\C_Documents\C2_Docs Luxplan\SUP Phase 1 UEP

INHALTSVERZEICHNIS

1. EINLEITUNG	5
1.1 ZIELSETZUNG, PROJEKTBESCHREIBUNG, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS.....	5
1.2 METHODIK.....	10
1.3 ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG.....	11
1.4 KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN.....	11
2. UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG	12
3. EINGRIFFS-AUSGLEICHSBILANZIERUNG	19
4. ZUSAMMENFASSUNG.....	20

QUELLENVERZEICHNIS

- Alliasten:** Cadastre des Anciennes décharges et sites contaminés, CADDECH, Administration de l'Environnement
- Katasterkarte:** © Origine Cadastre : Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2000) – Copie et reproduction interdites
- Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'Aménagement Général 2013:** Département de l'environnement, Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI)
- OBS 2007:** Origine Ministère de l'Environnement: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg – Copie et reproduction interdites.
- Orthophotos 2013:** © Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2010) – Copie et reproduction interdites.
- Topografische Karten:** Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).
- SUP zum PAG der Gemeinde Steinfort:** Phase 1, Umwelterheblichkeitsprüfung, PAG derzeit in Aufstellung (2015)

1. EINLEITUNG

1.1 ZIELSETZUNG, PROJEKTbeschreibung, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS

Vor dem Hintergrund der derzeitigen, europaweiten Flüchtlingssituation, insbesondere dem sehr hohen Zustrom von Kriegs- und Bürgerkriegsflüchtlingen aus Syrien, hat das Großherzogtum Luxemburg sich entschlossen, vermehrt Flüchtlinge aufzunehmen. Um der hohen Zahl an Flüchtlingen adäquate Übergangsquartiere zur Verfügung zu stellen, hat der Staat Luxemburg geplant, in mehreren Gemeinden (u. a. Mamer, Junglinster und Steinfort) solche temporäre Übergangsquartiere in Form von „Flüchtlingsdörfern“ einzurichten. Sie sollen der staatlichen Kontrolle unterliegen und die betroffenen Gemeinden planerisch möglichst nur durch die Bereitstellung des benötigten Platzbedarfs und der Infrastrukturen betreffen. Daher wird zumindest für die drei Gemeinden Mamer, Steinfort und Junglinster die stadtplanerische Flächensicherung über einen sogenannten Plan d'occupation du sol (POS) erfolgen, der der PAG-Ausweisungen übergeordnet ist. Die Neuaufstellung bzw. Änderung eines solchen Plans unterliegen gemäß dem Gesetz zur Strategischen Umweltprüfung von 2008 der SUP-Pflicht für Pläne und Programme. Im vorliegenden Fall handelt es sich um die SUP für das „Flüchtlingsdorf“ in der Gemeinde Steinfort.

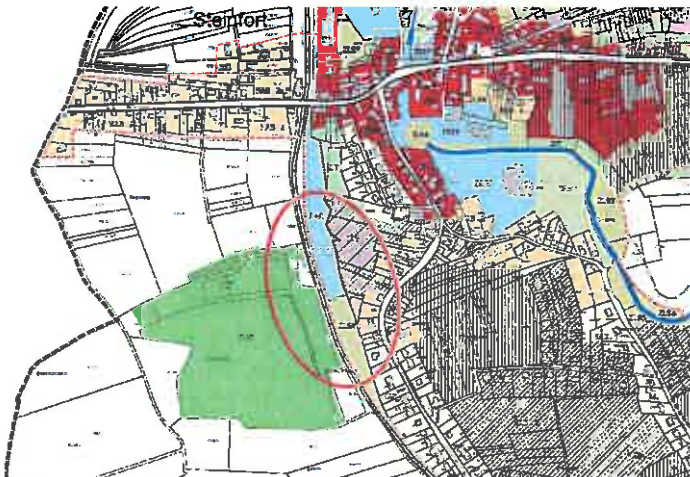


Abb. 01: Ausschnitt PAG en vigueur, digital aufgearbeitet: Zimplan

Bei den Flächen, die für die Entwicklung des Flüchtlingsdorfes vorgesehen sind, handelt es sich um Teilabschnitte der ehemaligen Bahntrasse am West-

Südwestrand der Ortslage von Steinfort und zwar um Teilabschnitte südlich der Route d'Arlon (N6). Im PAG en vigueur der Gemeinde Steinfort sind die betroffenen nördlichen Teilabschnitte als „Zone de bâtiment et d'équipements publics, BEP (Art 13) mit der Zweckbestimmung Park & Rideplatz“ ausgewiesen. Auf diesen befindet sich ein verhältnismäßig neuer, gut ausgebauter Parking, der von der Route d'Arlon her erschlossen ist. Die ehemaligen Bahnanlagen sind weitestgehend zurückgebaut. Südlich schließt sich eine „Zone de loisir sans séjour, ZDLSS (Art. 34)“ an, die sich dem Bahndamm folgend nach Süden erstreckt. Die Planzone liegt innerhalb des Perimeters, im Gewinn „an der Griescht“ auf einer Höhenlage von rund 315 m ü. NN. Das geplante „Flüchtlingsdorf“ wird über die Zufahrt zum Parking her erschlossen und schließt sich südlich des ausgebauten Parkplatzes an. Westlich, außerhalb des Perimeters, wird die Planzone von Waldflächen (Schliekebësch) eingerahmt. Dieser wird durch die Trasse eines geplanten Radweges (auf der alten Bahnstrecke) vom Standort des Flüchtlingsdorfes getrennt und so unangetastet bleiben. Nach Osten schließt sich die Ortslage mit Gewerbe- (ZAE) und Wohngebieten (HAB-1 und HAB-2) an.

Das Projekt sieht im Wesentlichen wie folgt aus: Die Erschließung des ehemaligen Bahndamms erfolgt von Norden, der Route d'Arlon (N6) aus, über die Zufahrt des Park & Rideplatzes. Auf dem von den Bahnanlagen bereits geräumten, von Nord nach Süd längs erstreckten Plangebiet erfolgt die zeitlich befristete Aufstellung der Wohncontainer sowie der Aufenthalts-, Technik-, Verwaltungs-, Gemeinschafts- und Sozialräumlichkeiten in einer linearen Anordnung. Die Zufahrt verläuft vom Parking aus parallel zum westlich verlaufenden, geplanten Radweg bis zum Süden der Anlage und hat dort eine Wendeanlage – geeignet für Müll- und Feuerwehrfahrzeuge. Die Aufstellung der Container erfolgt nebeneinander, blockweise leicht versetzt. Sie werden senkrecht zur Zufahrt ausgerichtet und bieten nach jetzigem Planungsstand 150 Container-Wohneinheiten. Die Wohncontainer werden auf zwei Geschossebenen angeordnet. Parkstände und Müllcontainer werden parallel der Zufahrt vorgesehen. Die Trink- und Löschwasserversorgung ist laut Aussagen der AGE gesichert. Eine ausreichend dimensionierte, mobile Kompaktkläranlage wird am Süden der Planzone auf dem Bahngelände angelegt, die an das gemeindliche Kanalsystem angebunden wird. Die Niederschläge werden in einem Retentionsbecken zwischengepuffert. Die Gesamtanlage wird mit einer Zaun- und Toranlage eingefriedet. Die Planzone innerhalb der Einfriedung ist rd. 0,85 ha groß. Der Standort des Flüchtlingsdorfes wurde in der bisherigen SUP (UEP) der Gemeinde Steinfort nicht als Prüfzone betrachtet, weil sie als ehemalige Bahntrasse nicht als Baupotentialfläche des PAG eingestuft wurde. Positiv ist zu bewerten, dass durch die Standortwahl keine zusätzlichen Flächen in der „zone verte“ beaufschlagt werden. Auch die frühere Nutzung als Bahndamm (als Vorbelastung anzusehen) bedeutet, dass der belebte Oberboden nur marginal auf randlichen Teilflächen betroffen sein wird. Da die Anlage grundsätzlich temporär angedacht ist, werden die benötigten Befestigungen später wieder zurückgebaut. Eine effiziente Nutzung der bestehenden Infrastrukturen (Ver- und Entsorgung) wird möglich (u. a. auch Schutz und rationaler Umgang mit Grund und Boden, Vermeidung der Überplanung von Neubauf Flächen an anderer Stelle, Reduzierung der Versiegelung).

Das Gesetz vom 22. Mai 2008 *relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement* sieht vor, dass die Auswirkungen von Plänen und Programmen auf die Umwelt in einer Strategischen Umweltprüfung (SUP) ermittelt, beschrieben und bewertet werden. Der POS gehört zu diesen Plänen und muss somit einer SUP unterzogen werden. Da die Fläche sich am Übergang zur unbebauten „zone verte“ befindet, hat die Administration des bâtiments publics die erforderlichen Umweltprüfungen (SUP) in Auftrag gegeben, die im Rahmen der Aufstellung eines POS zu erstellen sind und beauftragte das Büro LUXPLAN S.A. zur Ausarbeitung dieser SUP, vor allem vor dem Hintergrund, dass die 1. Phase der SUP für die Gemeinde Steinfort ebenfalls von Luxplan S.A. durchgeführt wurde und somit bereits eine Vielzahl an Informationen direkt vorliegen und abgerufen werden können.



Abb. 02: Erschließungsplan (Erdgeschoss) und Ansicht der Containeranordnung, Metaform (Stand: Oktober 2015)

Der vorgesehene Ablauf im SUP-Prozess ist im Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung (Juni 2013, S. 8) in Kapitel 3 „SUP-Przedurale Rahmenbedingungen“ in einem Ablauf-Blockdiagramm übersichtlich dargestellt und kann dort nachvollzogen werden. In der ersten Phase der SUP, der **Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP)**, werden neu ausgewiesene oder zur Umklassierung vorgesehene Zonen im Gemeindegebiet untersucht, für die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt nicht ausgeschlossen werden


LUXPLAN S.A.

7

können. Die Bewertung der potentiellen Umweltauswirkungen erfolgt gemäß dem Leitfaden zur SUP unter Verwendung der sogenannten Wirkungsmatrix, ergänzt durch die erläuternde Erheblichkeitsmatrix. In diesen Arbeitshilfen werden die folgenden Schutzgüter betrachtet, wobei verschiedene Einflussfaktoren in die Bewertung mit einbezogen werden:

- Bevölkerung und Gesundheit des Menschen**
(Gesundheit und Wohlbefinden, Wohnqualität, Gegenseitige Verträglichkeit benachbarter Nutzungsarten, Lärm, Schadstoffe und elektromagnetische Felder, Erholung und innerörtliche Grünzüge)
- Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt**
(Geschützte Tierarten, Pflanzenarten und Lebensräume, Landschaftszerschneidung, Waldkorridore und Biotopvernetzung, EU-Natura-2000-Schutzgebiete, IBA-Gebiete und Naturschutzgebiete)
- Boden**
(Bodenqualität, Altlasten und Schadstoffeinträge, Flächeninanspruchnahme und Versiegelungsgrad, Geländeänderungen, Naturgefahren - Hangrutschgefahr)
- Wasser**
(Grundwasser, Oberflächenwasser, Naturnähe der Fließ- und Stillgewässer, Überschwemmungsgefahr, Trinkwasserschutz)
- Klima und Luft**
(Meso- und Mikroklima, Frischluftentstehungsgebiete und wichtige Abflussbahnen, Luftschadstoffe)
- Landschaft**
(Visuelle Auswirkungen auf Ortsränder und Landschaft, Innerörtliche Freiflächen und Grünzüge / Erholungsgebiete, Stadt- und Ortsbild)
- Kultur- und Sachgüter**
(Kulturerbe, Archäologische Schutzgebiete, Elemente der Kulturlandschaft und Naturerbe, Landwirtschaftliche Nutzung, Fortwirtschaftliche Nutzung)
- Sonstiges**

Die Bewertung der Auswirkungen auf die verschiedenen Schutzgüter wird anhand einer 5-stufigen Klassifizierung durchgeführt. Für jedes Schutzgut und die hiermit vergesellschafteten Einflussfaktoren wird im Einzelnen erfasst, ob durch die Planung nennenswerte Impakte auftreten können. Im Falle der ersten drei Klassen (I, II, III) sind die Umweltauswirkungen als nicht erheblich definiert. Die Erheblichkeitsschwelle wird nicht überschritten. Werden jedoch die Klassen IV und V zur Bewertung einer Planung vergeben, so sind erhebliche Effekte nicht ausgeschlossen, was die Betrachtung der Planfläche in der zweiten Phase der SUP, der **Detail- und Ergänzungsprüfung** (ehemals Umweltbericht), erfordert. Hier werden die Gesamtsituation sowie die Einflüsse der Planung auf den bestehenden Raum genauer betrachtet. Die folgenden, ebenfalls im Leitfaden zur SUP (Version Juni 2013) angegebenen neun Umweltziele stellen innerhalb der Prozedur einen übergeordneten Bewertungsrahmen der SUP dar, der bei Planungen im Großherzogtum Luxemburg generell Beachtung finden soll:

Ziel 01	Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20 % bis 2020
Ziel 02	Nationalen Bodenverbrauch stabilisieren auf 1 ha/Tag bis spätestens 2020
Ziel 03	Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015
Ziel 04	Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt
Ziel 05	Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie
Ziel 06	Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel
Ziel 07	Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz
Ziel 08	Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75
Ziel 09	Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter

Im Falle der hier zu betrachtenden Planfläche am westlichen Rand der Ortschaft Steinfort, wird das betreffende Areal auf potentiell negative Auswirkungen auf die oben genannten, verschiedenen Schutzgüter untersucht. Die Methodik, die den Entscheidungsprozess lenkt, ob eine Planflächen generell im SUP-Prozess zu betrachten ist oder nicht, wird ebenfalls im Leitfaden zur SUP (2013) definiert und im folgenden Unterkapitel (Kap. 1.2) aufgegriffen.

1.2 METHODIK

Als Grundlage und zur Übersicht über die geplante Maßnahme, dient dem beauftragten Bureau d'Étude der Stand des PAG en vigueur. Die zu überplanende Zone wird dann hinsichtlich potentieller erheblicher Umweltauswirkungen überprüft. Gemäß dem Leitfaden zur SUP (2013, S. 23ff) werden diverse Fälle unterschieden, wann die Prüfung einer Planfläche notwendig wird. Für die vorliegende Planung sind vor allem die folgende Fälle 1. und 2. ausschlaggebend:

1. Flächen, für die eine Nutzungsänderung erfolgen soll:

Eine Nutzungsänderung kann eine erhebliche Auswirkung bedeuten, wenn die geplante Nutzung einen höheren Umweltimpakt nach sich ziehen kann, oder sensibler gegenüber der Umwelt ist als die bestehende Nutzung (z. B. eine Umnutzung von Gewerbeflächen in Wohnbau und umgekehrt). Ist dies der Fall, ist die betroffene Fläche als Untersuchungsfläche im Rahmen der SUP zu betrachten.

2. Unbebaute Flächen:

Größere, unbebaute Freiflächen können erhebliche Auswirkungen aufgrund der Planung bewirken. Sie sind als Untersuchungsflächen zu identifizieren, eine Untersuchung im Rahmen der SUP ist erforderlich.

Im vorliegenden Fall der Neuaufstellung des POS liegt die Planfläche innerhalb des derzeit gültigen Perimeters des PAG der Gemeinde Steinfort und soll dort zum POS ausgegliedert werden, siehe Abbildung 01. Nichtsdestotrotz ist auf Grund der Lage am Rand der „zone verte“ eine Behandlung in der SUP verpflichtend.

Eine FFH-Verträglichkeitsprüfung muss nicht erstellt werden, da kein nationales oder internationales Schutzgebiet durch die Überplanung der Prüffläche betroffen ist.

1.3 ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG

Eine ausführliche Darstellung der übergeordneten Planungen und Leitlinien, die unter anderem durch das Programme Directeur d'aménagement du territoire (PDAT; 2003), das Integrative Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL; 2004) oder die Plans Sectoriels für Luxemburg und dessen verschiedene Regionen vorgegeben sind, ist in der Umwelterheblichkeitsprüfung für die Gesamtgemeinde, sowie in der Etude préparatoire zum PAG der Gemeinde Steinfort zu finden. Auf diese Ausführungen wird an dieser Stelle verwiesen.

1.4 KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN

Kumulative Effekte können entstehen, wenn nicht nur eine Planfläche alleine im betreffenden Landschaftsraum umgenutzt werden soll, sondern mehrere Zonen und deren Nutzung dazu führen, dass das Zusammenwirken verschiedener Einflussfaktoren (z. B. Flächenverbrauch, Licht, Lärm, Emissionen, etc.) erhebliche Auswirkungen auf eines oder mehrere Schutzgüter bedingt.

Im Falle der betrachteten Planfläche handelt es sich um ein Areal von ca. 0,85 ha Größe. Die Fläche soll durch eine Umwidmung von Teilen der der ehemaligen Bahntrasse zur Errichtung des temporär angelegten „Flüchtlingsdorfes“ genutzt werden. Potentiell sind kumulative Auswirkungen, vor allen Dingen hinsichtlich des Bodenverbrauchs, mit den Änderungen des Gesamt-PAGs denkbar. Da es sich jedoch um eine zeitlich befristete Bebauung handelt, die nach Beendigung der Flüchtlingsituation wieder zurückgebaut werden soll, erscheint die kumulative Berücksichtigung des Bodenverbrauchs auf PAG-Ebene der Gemeinde nicht erforderlich zu sein.

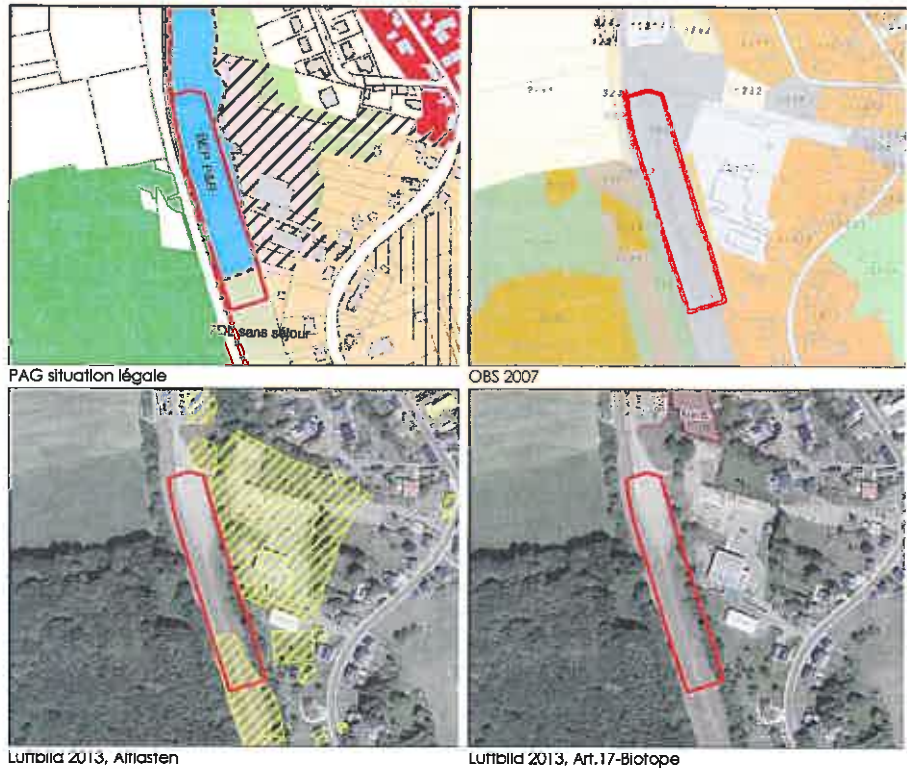
2. UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG

Plangrundlagen des Datenblattes:

- **Auszug aus der OBS (2007).** Quelle: □ Origine Ministère de l'Environnement: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg – Copie et reproduction interdites
- **Auszug aus dem PAG.** Quelle: Zilmpla S.à.r.l.
- **Biotoptypen nach Art.17.** Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).
- **Luftbild (2013).** Quelle: © Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2010) – Copie et reproduction interdites.

Datenblatt „POS Flüchtlingsdorf Steinfurt“:

- **Gemeinde:** Steinfurt
- **Ortschaft:** Steinfurt
- **Flurname:** „an der Griescht“
- **Flächengröße:** ca. 0.85 ha
- **PAG en vigueur:** BEP (P+R), ZDLSS
- **Projekt:** POS
- **OBS:** Infrastruktur Eisenbahn, Bahnhof; Baustelle, Siedlung mit bedeutender Vegetation
- **SUP:** UEP



Analyse der Erheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen auf die Schutzgüter		Wirkungen von / durch																					
		Flächenumschreibung, Vorweggebung, Umwidmung	Städte- und Siedlungsstruktur	Veränderung (Landesrichtlinien, Naturdenkmale, Fischschonung etc.)	Verkehrsverbindungen, Verkehrs- oder Erschließung etc.	Verfüge in Wasserelementen (Qualität und Quantität)	Störungen wie Lärm, Erschütterung, Licht, elektromagnetische Abstrahlung, etc.	Luftschadstoffe (z.B. durch Erzeugung, Verkehr)	Schadstoffe (gasförmig, fest und flüssig) (Abfall, Verbrennungserzeugnisse)	Verkehr, öffentliche Aktivitäten	Wassergefahren (Überschwemmung, Überflutung etc.)	Verfahren oder Aktivitäten	Freizeitliche Nutzung										
Auswerten																							
Betrifft: Gemeinde Steinfurt, Ortschaft Steinfurt „Flüchtlingsdorf Steinfurt“, POS																							
Zeichenschlüssel																							
I - keine Auswirkung																							
II - geringe Auswirkung																							
III - mittlere Auswirkung																							
IV - hohe Auswirkung																							
V - sehr hohe Auswirkung																							
Wirkungen auf	Gesundheit, Seneszenz und Gesundheit des Menschen	Gesundheit, Wohlbefinden, Altern, Erhalten, Land- und Forstwirtschaft, Mobilität																					
	Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Tiere, Pflanzen, Lebensräume national (Art. 17) und EU geschützte Lebensräume national und EU geschützte Tiere und Pflanzen europäische/nationale/internationale/kommunale Schutzgebiete																					
	Schutzgut Böden	Bodenqualität																					
	Schutzgut Wasser	Grundwasser, Oberflächengewässer, Überschwemmungsgebiete, Trinkwasserschutzgebiete																					
	Schutzgut Klima und Luft	Luft, Meso- und Mikroklima																					
	Schutzgut Landschaft	Landschaftsbild, Stadtbild / Ortsbild																					
	Schutzgut Kultur- und Sachgüter	Sachgüter, Kulturgüter																					
	Sonstige																						

Betrifft: Gemeinde Steinfort, Ortschaft Steinfort, Zone „POS – Flüchtlingsdorf Steinfort“	Umweltauswirkungen	
	erhebliche Beeinträchtigung ja / nein	Beschreibung der Auswirkungen sowie der verwendeten Unterlagen / Datenquellen (erhebliche und nicht erhebliche Auswirkungen)
Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen	nein	<p>Die Planfläche liegt innerhalb des Perimeters der Gemeinde Steinfort, am West-Südwestrand der Ortschaft Steinfort und ist rd. 0,85 ha groß. Die Fläche wird mit einem POS überplant, was in der künftigen Darstellung des PAG berücksichtigt werden muss. Bei der Fläche handelt es sich um bereits geräumte, ehemalige Bahnanlagen, die derzeit brach liegen bzw. als Stellplatz genutzt werden. Die Fläche ist von der Route d'Arion her, über einen ausgebauten Park&Rideplatz erreichbar. Nach Westen ist die „zone verte“ mit dem „Schliekebësch“ durch die Trasse eines geplanten Radweges auf der alten Bahnlinie getrennt. Nach Osten findet sich die Ortslage mit Gewerbe und Wohnbauflächen. Das geplante Containerdorf mit 150 Wohneinheiten für Flüchtlinge wird in seiner Form der Örtlichkeit angepasst und linear auf der alten Bahntrasse angeordnet. Die benötigten Infrastrukturen der Ver- und Entsorgung lassen sich über die bestehenden Systeme der Ortslage bereitstellen und anbinden, wobei eine mobile Kompaktkläranlage dem Abwassersystem vorgeschaltet wird.</p> <p>Mobilität: Die Anbindung erfolgt an die N6 (Route d'Arion) über einen gut ausgebauten Park&Rideplatz. An diesem findet sich auch eine Haltestelle („Um Quad“) des öffentlichen Verkehrs. Weitere Haltestellen („Gemeng und Schoul“) finden sich in der Ortsmitte (rd. 580 und 720 m entfernt), ebenfalls fußläufig gut erreichbar. Diese Umstände der fußläufigen Anbindung sind für die Flüchtlinge von besonderer Bedeutung, da sie normalerweise nicht über einen PKW verfügen.</p> <p>Lärm: Die Planzone liegt am Ortsrand, südlich, weit außerhalb des Lärmeinzugsbereichs der N6 (Route d'Arion)</p> <p>Elektromog: Hochspannungsleitungen sind nicht im direkten Umfeld verortet; zwei GSM-Antennen liegen in rd. 520 und 590 m Entfernung. Schutzmaßnahmen sind nicht erforderlich.</p> <p>Stoffliche Belastungen: Keine wesentlichen Einflüsse bekannt (s. Schutzgut Boden).</p> <p>Naturgefahren: Keine bekannt (s. Schutzgut Tiere, Pflanzen, biologische Vielfalt sowie Boden und Wasser).</p> <p>Insgesamt sind keine erheblichen Effekte auf das Schutzgut zu erwarten.</p>
Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	nein	<p>Schutzgebiete werden durch die Planung und deren Realisierung generell nicht beeinträchtigt. Die Fläche des Plangebietes wird in der OBS 2007 mit unterschiedlichen Flächenanteilen als Infrastruktur der Eisenbahn, Bahnhof, Baustelle und Siedlung mit bedeutender Vegetation definiert.</p> <p>Kartierte Biotop nach Art. 17 NatSchG finden sich nicht auf der Fläche; nördlich im Umfeld des Park&Rideplatzes sind die nächstgelegene Biotop aufgenommen. Die entlang des Ostrand (Bahndamm) der Planzone befindliche Hecke sollte dennoch zur landschaftlichen Einbindung soweit wie möglich in die Planung integriert und erhalten werden.</p> <p>Genereller Artenschutz: Mit Quartierbäumen für Fledermäuse, Neststandorten, Ruheplätzen sowie Ras-</p>

	<p>und Überwinterungsplätzen für Vögel im Sinne des Art. 20 und 28 NatSchG wird auf der Planfläche (ninsichtlich der Habitatausstattung auf dem größtenteils geräumten Bahndammes) nicht gerechnet.</p> <p>In der Fledermausstudie, die im Rahmen der SUP für den Gesamt-PAG der Gemeinde aufgestellt wurde (Gessner, Mai 2015), wurden für die Gemeinde Steinfort mit ihren Ortsteilen und für verschiedene Prözonen im Screening detaillierte Aussagen zur Fledermausfauna gemacht. Die vorliegende Planzone wurde explizit nicht untersucht. Die Fläche wurde aber auch nicht als essentieller Bestandteil der Fledermausfauna, z. B. als Wanderkorridor, weder für Arten nach Anhang IV (Art. 20 und 28) noch für Arten nach Anhang II (Art. 17) hervorgehoben. Dennoch kann der westlich gelegene Waldrand der „Schliekebësch“ als lokale Leitstruktur und Teiljahdhabitat angesehen werden. Dieser wird nicht überplant und bleibt darüber hinaus durch die Trasse für einen Rad-Wanderweg auf dem ehemaligen Bahndamm zum Containerdorf hin gepuffert. Die u. U. vorhandene ökologische Funktion als Transferleitstruktur für die örtliche Fledermausfauna bleibt somit erhalten. Weitere Verbotstatbestände sind nicht abzusehen.</p> <p>Die Ausarbeitung der COL im Rahmen der SUP-Aufstellung zum PAG der Gemeinde Steinfort (November 2012) sieht den Schwerpunkt ihrer Betrachtung zum einen auf den Schutzgebieten und zum anderen auf den Offenlandarten. Beide Einheiten bzw. Arten werden durch die zu betrachtende Planung nicht beeinträchtigt. Darüber hinaus werden in allgemeiner Form die ortsnahen und artstypischen Biotopstrukturen erwähnt, die bei einem potentiellen Verlust zu kompensieren wären. Damit werden auch bei dieser Faunengruppe durch die vorliegende Umklassierung zum POS und die beabsichtigte, temporäre Bebauung des „Flüchtlingsdorfes“ keine nachhaltig-negative Auswirkungen auf geschützte Arten bzw. deren Habitate nach Art. 17 bzw. 20 gegeben sein.</p> <p>Schutzgebiete und gebietsspezifischer Artenschutz: Nationale und internationale Schutzgebiete werden durch die Planung und Realisierung des Flüchtlingsdorfes nicht beeinträchtigt. Sie liegen in größerer Entfernung, sodass gebietsspezifisch geschützte (Ziel-)Arten durch die Maßnahme nicht betroffen werden.</p> <p>Habitate geschützter Arten: Wie bereits oben festgestellt, bietet die Fläche mit größter Wahrscheinlichkeit dauerhaft keine Habitate oder Teile von Habitaten streng geschützter Zielarten für Fledermäuse des Anhang 2 oder weitere Arten des Anhangs 2 und 3 NatSchG.</p> <p>Geschützte Biotop und Habitate: Auf der Planzone sind weder nach Art. 17 NatSchG geschützte Biotop noch nach Art. 17 geschützte Lebensräume des Anhang 1 NatSchG verzeichnet. Eine temporäre, oder punktuelle Nutzung für sonstige Arten kann nie gänzlich ausgeschlossen werden, was sowohl für die geschützten Vertreter der Fledermäuse als auch der Avifauna zutrifft. Eine Identifizierung der Fläche nach Art. 17 als Habitat geschützter Arten ist aber in diesem Fall nicht durchzuführen; dementsprechend entsteht auch kein Kompensationsbedarf für den Eingriff. Gemäß dem Biotopkataster der Gemeinde befinden nördlich im Umfeld des Park&Rideplatzes solche geschützte Biotop (Schnithecke, Sukzessionsfläche), die durch die Planung nicht betroffen werden.</p>
--	---

<p>Schutzgut Boden</p>	<p>nein</p>	<p>Boden, Bodenverbrauch, Versiegelung: Die Planzone befindet sich auf einem ehemaligen Bahndamm. Daher ist nur von stark gestörten Untergrundverhältnissen und keinem natürlich anstehenden Boden mit ökologisch hochwertigen Funktionen auszugehen. Es finden sich verbreitet Aushub- und Schotterauffüllungen der Bahnanlagen. Nach dem Abbau der Gleisanlagen wurden die Flächen weitestgehend eingeebnet und es haben sich auf dem Substrat Ruderal- und Brachestadien eingestellt. Vor dem Hintergrund ist von keinem nennenswerten Bodenverbrauch auszugehen. Der marginale Bodenverbrauch wäre nicht dem gemindlichen Bodenverbrauch anzurechnen, da es sich um eine übergeordnete staatliche Planung handelt. Der entstehende Versiegelungsanteil ist nur temporär, da nach Abschluss der Nutzung als Containerdorf ein Rückbau der Anlage vorgesehen ist.</p> <p>Alllasten: Auf der Planfläche findet sich im südlichen Bereich eine Alllastenverdachtsfläche; es handelt sich um eine Lagerfläche. Ob eine Untersuchungsnotwendigkeit auf eine eventuell ausgehende Gefahrenquelle besteht, sollte geprüft werden. Auf verschiedenen Flurstücken östlich, außerhalb der Planzone finden sich ebenfalls Alllastenverdachtsflächen.</p> <p>Stoffeintragung: Boden- und wassergefährdende Stoffe/Immissionen gehen normalerweise nicht von der geplanten Nutzung aus. Sollten wassergefährdende Stoffe wie Heizöl gelagert werden, sind diese dem Stand der Technik entsprechend zu lagern bzw. zu handhaben. Eine Genehmigung ist einzuholen.</p> <p>Relief: Die Fläche auf dem früheren Bahndamm ist relativ eben, nur seitlich des Bahndammes finden kleinere, mehr oder weniger steile Übergänge an das angrenzende Gelände statt. Ggf. sind angleichende Modellierungen oder Stützmaßnahmen erforderlich. Diese werden aber am Fuß des bestehenden Bahndammes nicht kritisch beurteilt.</p> <p>Eine Erheblichkeit auf das Schutzgut wird der Planung und deren Realisierung nicht attestiert.</p>
<p>Schutzgut Wasser</p>	<p>nein</p>	<p>Trinkwasserschutzzonen und Grundwasser: Die Fläche befindet sich innerhalb einer provisorischen Trinkwasserschutzzone. Die allgemeinen Anforderungen zum Schutz der Trinkwasserschutzzone, z. B. hinsichtlich der Lagerung von wassergefährdenden Stoffen wie Heizöl u. ä., sind bei der Planung und Realisierung des „Flüchtlingsdorfes“ zu beachten. Grundwasserquellen oder -bahrungen sind nicht auf der Fläche vorhanden. Direkte Eingriffe in den Grundwasserleiter Luxemburger Sandstein gehen von der Planung nicht aus. Hinsichtlich der vorgesehenen Parkplätze sind Maßnahmen zu ergreifen, um eine Eintragung grundwassergefährdender Stoffe zu verhindern.</p> <p>Überschwemmungsgebiete: Im Bereich sowie im weiteren Umkreis der Planzone sind keine Überschwemmungsgebiete vorhanden.</p> <p>Oberflächengewässer: Auf der Planfläche und in direkter Umgebung sind keine Oberflächengewässer vorhanden. Nordöstlich, in größerer Entfernung (ca. 280 m) verläuft die Esch als lokaler Hauptvorfluter innerhalb der Ortslage. Dieser wird durch die Planung nicht nachteilig beeinträchtigt.</p> <p>Wasserversorgung: Gemäß den Aussagen der AGE ist die Versorgung des Flüchtlingsdorfes mit Trink- und Löschwasser gesichert. Die benötigten Kapazitäten können von den angrenzenden Ortsteilen ausgehend bereitgestellt werden.</p> <p>Entsorgung und Versiegelungsgrad: Für die Entsorgung des Abwassers gilt nach Aussage der AGE grundsätzlich das Gleiche. Die Entwässerung ist im Trennsystem vorgesehen. Für die Abwässer wird am Südrand der Planzone, auf dem früheren Eisenbahngelände eine mobile Kompaktkläranlage vorgesehen, die auf die benötigten Einwohnergleichwerte ausgelegt ist. Die anfallenden</p>

		<p>Niederschläge werden separat bewirtschaftet und abgeleitet. Die diesbezüglichen Detailplanungen laufen derzeit. Grundsätzlich sollte der Versiegelungsgrad minimal gehalten werden, um eine maximale Infiltrationsrate zu ermöglichen. Der durch die Zunahme der Versiegelung steigende Oberflächenabfluss soll sukzessive über Rückhaltemaßnahmen dem natürlichen Wasserhaushalt zugeführt werden.</p>
<p>Schutzgut Klima und Luft</p>	<p>nein</p>	<p>Das Plangebiet selbst hat auf Grund seiner Größe und der bestehenden Nutzung - geräumter und brachgefallener Bahndamm - nur eine ganz geringe Bedeutung für die lokale Frischluftproduktion. Vom westlich gelegenen „Schliekebësch“ hingegen, kann Frischluft in Richtung der Ortslage und dem Eschtal abfließen. Sowohl der Bahndamm als auch die geplanten Container (Höhenbegrenzung auf zwei Containerebenen) sind in ihrer Höhenausdehnung nicht so groß, dass der Abfluss der Luftströme gravierend nachhaltig gestört wird. Zudem ist die Querriegelwirkung der Container wegen der begrenzten Längserstreckung und der Durchlässe (Fläche ohne Bebauung) zwischen den Containereinheiten nicht massiv wirksam.</p>
<p>Schutzgut Landschaft</p>	<p>nein</p>	<p>Landschafts- und Ortsbild: Das Containerdorf wird am Westrand der Ortschaft auf dem ehemaligen Bahndamm auf einer Höhenlage von rd. 315 m ü. NN errichtet. Es befindet sich am Übergang zur „zone verte“. Zwischen der bebauten Ortslage und dem „Schliekebësch“ liegend, ist der Standort relativ gut abgeschirmt und in die Landschaft eingebunden. Auch die nach Westen leicht ansteigende Topografie bedingt, dass das „Flüchtlingsdorf“ nicht weiträumig einsehbar ist. Der Waldrand wird durch die Planung nicht betroffen und behält seine schützende Wirkung bei. Auf der Ostseite des Standortes verläuft eine lineare Heckenstruktur längs des Bahndammes. Sie sollte, wenn es auch nur abschnittsweise möglich ist, zur Abschirmung und landschaftlichen Einbindung der Container und zur Abschirmung der Ortslage erhalten bleiben. Der Erhalt von Teilen der Hecke wäre ein wichtiger Beitrag, die potentiellen Auswirkungen auf das Ortsbild zu mindern. Die unmittelbare Nachbarschaft der Wohn- und Gewerbeflächen bindet auch aus städtebaulicher Sicht das „Flüchtlingsdorf“ an die bebauten Ortslage an, was den Eindruck einer geschlossenen Ortschaft hervorruft, sodass nachteilige Auswirkungen auf das lokale Ortsbild gemindert werden. Eingrünungsmaßnahmen und eine angepasste farbliche Gestaltung der Container fördert die optisch-visuelle Einbindung der Container am Ortsrand.</p>
<p>Schutzgut Kultur- und Sachgüter</p>	<p>nein</p>	<p>Laut Informationen des CNRA befindet sich die Planzone in keinem Bereich mit bekannten archäologischen Fundstätten. Die frühere, überwiegende Nutzung als Bahndamm lässt keine archäologischen Fundstellen vermuten. Dennoch sollte vor Beginn der Umsetzung der Baumaßnahmen das CNRA informiert werden.</p>
<p>Sonstige</p>	<p>nein</p>	<p>Sonstige erhebliche Einwirkungen sind nicht zu erwarten.</p>

3. EINGRIFFS-AUSGLEICHSBILANZIERUNG

Mit der Planung und Errichtung des „Flüchtlingsdorfes“ in der Gemeinde Steinfort werden weder erfasste Biotop nach Art. 17 des NatSchG noch Habitats geschützter Arten, die nach Art. 17 des NatSchG zu identifizieren sind, betroffen. Daher ist eine Eingriffs-Ausgleichsbilanzierung an dem vorliegenden Standort nicht erforderlich. Es sind auch keine CEF-Maßnahmen umzusetzen. Demnach sind im Rahmen der POS-Aufstellung keine Flächen erforderlich, die für CEF- oder klassische Kompensationsmaßnahmen überplant werden müssen.

4. ZUSAMMENFASSUNG

Die Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP) zur Aufstellung des Plan d'occupation du sol (POS) „Flüchtlingsdorf Steinfort“ (temporär begrenzte Errichtung der Gesamtanlage) in dem Gewann „an der Griescht“ zeigt, dass auf den Teilflächen des ehemaligen Bahndammes hinsichtlich der zu prüfenden Schutzgüter mit keinen erheblich-negativen Beeinträchtigungen zu rechnen ist.

Verschiedene Maßnahmen zur Eingriffsvermeidung und -minderung sollten dennoch zur räumlichen Einbindung, Abschirmung und einer umweltverträglichen Entwicklung vorgesehen werden. Diese Maßnahmen betreffen vor allem zum einen das Schutzgut „Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt“ und zum anderen das Schutzgut „Wasser“ sowie „Landschaft und Ortsbild“.

Hinsichtlich der Entwässerungssituation sind dem Stand der Technik entsprechende Vorsorgemaßnahmen zu treffen, damit keine negativen Umweltbelastungen durch Verschmutzung in irgendeiner Art, z. B. auf das ausgewiesene, provisorische Trinkwasserschutzgebiet, eintreten. Die anfallenden Niederschläge sind getrennt vom Abwasser zu behandeln und dem Wasserhaushalt zuzuführen.

Die Fläche weist auf Grund ihrer Biotopausstattung und derzeitigen Nutzung kein Habitat von Arten der Anhänge 2 und 3 NatSchG auf, sodass durch die Überplanung der Prüffläche keine Eingriffssituation in Natur und Landschaft entsteht, die eine Kompensation an anderer Stelle bedarf.

Da von der Überplanung der Zone auch keine nationalen und europäischen Schutzgebiete betroffen sind und keine nachteiligen Auswirkungen auf planungsrechtlich relevante Tier- und Pflanzenarten zu vermuten sind, ist eine Vorprüfung der FFH-Verträglichkeit (Screening) im Falle der betrachteten Planzone nicht erforderlich.

Zur Einbindung in die Landschaft und zur Sicherung des Ortsbildes sollten randlich stehende Gehölze soweit wie möglich erhalten und durch Neupflanzungen ergänzt werden.

Vor einer definitiven Flächeninanspruchnahme sollte mit dem Centre de recherche archéologique du Luxembourg (CNRA) Rücksprache gehalten werden, damit, trotz der Lage auf dem ehemaligen Bahndamm, ggf. erforderliche Stichproben und Untersuchungen zur Sicherung des kulturellen Erbes des Landes durchgeführt werden können.

Eine tiefergehende Betrachtung in der 2. Phase der Strategischen Umweltprüfung □ der Detail- und Ergänzungsprüfung (DEP) - ist unter Einhaltung der genannten Minderungsmaßnahmen nach Ansicht des Studienbüros nicht erforderlich.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Bob Wealer

Madame Carole Dieschbourg,
Ministre de l'Environnement
4, place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Objet: Demande d'avis pour une dérogation de l'obligation d'évaluation environnementale dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'élaboration du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort », mes services ont procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Je vous prie de me faire parvenir votre avis sur les documents joints conformément aux articles 2(3) et 6(3) de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

François Bausch

Annexes:

- Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »
- Evaluation sommaire des incidences environnementales.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le

17 NOV. 2015

Monsieur François Bausch
Ministre du Développement durable et
des Infrastructures

L-2946 Luxembourg

N/Réf: 16NOV15000406
Dossier suivi par Philippe Peters
Tél : 2478 6827
Email : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » - loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre courrier du 13 novembre 2015 dans le contexte du dossier émarginé. Compte tenu des documents soumis et des analyses faites par le bureau d'études, j'estime que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi du 22 mai relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet et que partant celui-ci ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales. Les mesures d'atténuation décrites par le bureau d'études sont à prendre en compte lors de la mise en œuvre du projet.

En outre, je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Bureaux :
4, Place de L'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 400410

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



Camille Gira
Secrétaire d'Etat

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Steinfort, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé, Madame la Ministre de l'Environnement entendue en son avis, de ne pas réaliser une évaluation environnementale.

En effet, le projet de plan d'occupation du sol n'a pour effet que des modifications mineures du plan d'aménagement général de la commune de Steinfort actuellement en vigueur et n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Toutefois, afin de s'assurer qu'aucune incidence notable n'est à attendre, Monsieur le Ministre a procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales qui conclut que – sous réserve de quelques critères d'aménagement – aucune incidence notable n'est à attendre et que l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales n'est de ce fait pas nécessaire.

La décision de Monsieur le Ministre, l'avis de Madame la Ministre de l'Environnement ainsi que l'évaluation sommaire des incidences environnementales peuvent être consultées dans le cadre de l'enquête publique du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Steinfort.

Les intéressés peuvent en prendre connaissance sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire www.dat.public.lu.

De plus, la décision du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences sera également annexée au plan pré-mentionné qui sera soumis à enquête publique à partir du 20 novembre 2015.

La décision de ne pas procéder à une évaluation environnementale stratégique peut faire l'objet d'un recours en annulation qui doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours de la présente publication, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Publié par le ministère du Développement durable et des Infrastructures-Département de l'aménagement du territoire.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Bob Wealer

Madame Carole Dieschbourg,
Ministre de l'Environnement
4, place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Objet: Demande d'avis pour une dérogation de l'obligation d'évaluation environnementale dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'élaboration du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort », mes services ont procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Je vous prie de me faire parvenir votre avis sur les documents joints conformément aux articles 2(3) et 6(3) de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

François Bausch

Annexes:

- » **Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort »**
- » **Evaluation sommaire des incidences environnementales.**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le

17 NOV. 2015

Monsieur François Bausch
Ministre du Développement durable et
des Infrastructures

L-2946 Luxembourg

N/Réf: 16NOV15000406
Dossier suivi par Philippe Peters
Tél : 2478 6827
Email : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort » - loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre courrier du 13 novembre 2015 dans le contexte du dossier émargé. Compte tenu des documents soumis et des analyses faites par le bureau d'études, j'estime que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi du 22 mai relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet et que partant celui-ci ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales. Les mesures d'atténuation décrites par le bureau d'études sont à prendre en compte lors de la mise en œuvre du projet.

En outre, je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Bureaux :
4, Place de L'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 400410

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



**Camille Gira
Secrétaire d'Etat**

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Steinfort, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé, Madame la Ministre de l'Environnement entendue en son avis, de ne pas réaliser une évaluation environnementale.

En effet, le projet de plan d'occupation du sol n'a pour effet que des modifications mineures du plan d'aménagement général de la commune de Steinfort actuellement en vigueur et n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Toutefois, afin de s'assurer qu'aucune incidence notable n'est à attendre, Monsieur le Ministre a procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales qui conclut que – sous réserve de quelques critères d'aménagement – aucune incidence notable n'est à attendre et que l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales n'est de ce fait pas nécessaire.

La décision de Monsieur le Ministre, l'avis de Madame la Ministre de l'Environnement ainsi que l'évaluation sommaire des incidences environnementales peuvent être consultées dans le cadre de l'enquête publique du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Steinfort.

Les intéressés peuvent en prendre connaissance sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire www.dat.public.lu.

De plus, la décision du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences sera également annexée au plan pré-mentionné qui sera soumis à enquête publique à partir du 20 novembre 2015.

La décision de ne pas procéder à une évaluation environnementale stratégique peut faire l'objet d'un recours en annulation qui doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours de la présente publication, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Publié par le ministère du Développement durable et des Infrastructures-Département de l'aménagement du territoire.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Steinfort
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du territoire).
Auteur(s) :	Renée Hostert.
Téléphone :	247-86931
Courriel :	renee.hostert@mat.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Il s'agit de prévoir l'élaboration d'un règlement grand-ducal déclarant obligatoire un plan d'occupation.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)s	<ul style="list-style-type: none">• Haut-Commissariat à la protection nationale• Ministère de la Famille et de l'Intégration et à la Grande Région OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration)• Ministère des Affaires étrangères et européennes Direction de l'Immigration Armée• Ministère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'Environnement Département des Travaux publics Administration des Bâtiments Publics• Ministère de la Sécurité intérieure Police grand-ducale• Ministère de l'Intérieur Direction des Affaires communales Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain Direction du Service de contrôle de la comptabilité des communes• Les administrations communales de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort



Date :

02/12/2015



Mieux légiférer

1	Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Si oui, laquelle / lesquelles : les observations écrites des intéressés /les avis des communes territorialement concernées sur lesdites observations + les avis des communes sur le projet de plan en tant que tel
	Remarques / Observations : l'enquête publique étant encore en cours, nul avis, ni observation ne nous est encore parvenus
2	Destinataires du projet : - Entreprises / Professions libérales : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non - Citoyens : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non - Administrations : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3	Le principe « Think small first » est-il respecté ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> N.a. ¹ (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
	Remarques / Observations : N.a.
¹ N.a. : non applicable.	
4	Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	Remarques / Observations : N.a.
5	Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	Remarques / Observations : N.a.



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

N.a.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

/

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

/

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

N.a.

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

N.a.

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

N.a.

Remarques / Observations : N.a.

N.a.



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

N.a.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)